



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



Les photos du Président Evariste Ndayishimiye lors d'octroi d'une aide de matériels destinés à équiper cinq centres de santé de la province Bubanza en date du 16 octobre 2020. Il ne porte pas le masque.
© Photos RTNB

Des contradictions dans la gestion de la pandémie du COVID-19 au Burundi

Rapport sur la gestion de la pandémie du COVID-19 au Burundi



novembre 2020

Le rapport est téléchargeable sur notre site web
<https://forscburundi.org/>

Si vous avez des questions et/ ou contributions,
vous pouvez nous contacter sur :
E-mail : forscburundi@gmail.com

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	i
I. UN RAPPEL SUCCINCT DE LA REALITE DU/ET SUR LE COVID-19 AU BURUNDI.....	1
II. EXPULSION DES EXPERTS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)	2
III. DE LA FERMETURE DES FRONTIERES ET SES CONSEQUENCES SUR L'ECONOMIE	2
IV. LA PANDEMIE DU COVID-19 APRES LA MORT DU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA	3
V. LA LUTTE CONTRE LE COVID-19 : UN FONDS DE COMMERCE, DE CORRUPTION ET SPECULATIONS FINANCIERES	5
VI. DEFICIENCE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION PUBLIQUE SUR LA PANDEMIE.....	6
VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	7

I. UN RAPPEL SUCCINCT DE LA REALITE DU/ET SUR LE COVID-19 AU BURUNDI

Au moment où la plupart des pays du monde ont directement réagi en prenant des mesures sérieuses de lutte contre la pandémie du COVID-19, le régime burundais a négligé la crise sanitaire mondiale. Le gouvernement de Pierre Nkurunziza était préoccupé par les élections de mai 2020. Nkurunziza a banalisé la pandémie au point de déclarer que le Burundi était placé sous protection de la « grâce divine ». Il a constamment dénigré les mesures barrières dont la distanciation sociale et le port de masques. Tout cela était au moment où plusieurs pays du monde, y compris ceux de la région, avaient décidé le confinement. Lors de la célébration de la fête du travail et des travailleurs le 1^{er} mai 2020, le Président Pierre Nkurunziza dans son discours a sous-estimé et méprisé les mesures de port de masques et de distanciation sociale : « *Nous sommes ici rassemblés, qu'est-ce que ça nous fait ? Voilà j'embrasse ma fille ? Est-ce qu'il y un problème ? Est-ce que nous portons de ridicules masques « Agahomeramunwa » ?* », avait-il déclaré, serrant dans ses bras sa fille, à qu'il allait offrir un prix comme un de meilleurs travailleurs de l'année à son domicile.

Pourtant, le pays faisait face à la pandémie du COVID-19 depuis mars 2020 mais les autorités burundaises faisaient tout pour camoufler la situation en empêchant le personnel soignant de ne rien déclarer sur des cas qui se multipliaient du jour au lendemain. Le gouvernement avait même menacé les écoles belges et françaises au Burundi, et des hôpitaux qui tentaient de prendre des mesures de prévention.

L'Institut National de Santé Publique, le seul autorisé à prendre en charge le service de dépistage de la maladie, refusait de suivre les cas qui présentaient des signes et d'en faire l'état de la situation.

II. EXPULSION DES EXPERTS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)

Des experts de l'OMS furent déclarés « personne non grata » et sommés de quitter le territoire burundais au plus tard le 15 mai 2020. Le gouvernement les a accusés de s'ingérer dans la gestion de la pandémie. Il s'agit du Dr Walter Kazadi Mulombo, représentant de l'OMS au Burundi, de deux employés de l'OMS, le Dr Jean-Pierre Mulunda Nkata, coordinateur de la riposte contre le nouveau coronavirus au Burundi et le Dr Ruhana Mirindi Bisimwa, chargé du programme contre les maladies transmissibles, et d'un consultant, le Pr Daniel Tarzy, un expert en biologie moléculaire.

III. DE LA FERMETURE DES FRONTIERES ET SES CONSEQUENCES SUR L'ECONOMIE

L'aéroport International Melchior Ndadaye fut fermé le 22 mars 2020. Les frontières terrestres furent également fermées. Cette situation a fortement affecté la circulation des personnes et des biens dans la région. Les premières victimes ont été les petits commerçants qui normalement vivent des échanges commerciaux avec les pays de la région. La réduction importante des importations a occasionné la flambée des prix de première nécessité.

Le grand paradoxe fut la fermeture des frontières et l'organisation de la campagne électorale. Suite à la fermeture des frontières, certains Etats ont organisé le rapatriement de ses ressortissants. Ainsi en est-il de la Belgique qui a affrété un vol à cette fin en début d'avril. Cependant, le gouvernement du Burundi a interdit l'embarcation à une trentaine de passagers en raison de leur double nationalité. Il a fallu de longues négociations pour s'en sortir. Jusqu'en début novembre 2020, les vols commerciaux sont restés interdits d'entrée au Burundi. Les frontières terrestres sont également restées fermées. Une centaine de burundais qui avaient voyagé au Rwanda seront bloqués durant plusieurs mois.

Au cours de la même période, le Burundi a organisé un triple scrutin pour désigner le président, les députés et les conseillers communaux. Deux concurrents, le CNDD-FDD et le CNL se sont disputé le terrain, drainant des centaines de milliers de militants lors des campagnes électorales.

Des foules en liesse sans aucune protection se rassemblaient comme si rien n'était dans les stades et d'autres lieux publics pour battre leur campagne électorale depuis début mai 2020. Le nouveau

Président en campagne électorale à ce moment ne cessait de déclarer que la pandémie n'avait pas empêché les burundais de se rassembler, alors que les autres étaient confinés chez eux.

Après et pendant la campagne électorale et le vote de mai 2020, la communication sur la pandémie était restée déficitaire pour masquer les véritables défis autour de la maladie. La population burundaise, dans la peur panique, s'était abattue sur des traitements à caractère traditionnel par manque et cherté des médicaments dans les pharmacies. A ce moment, les malades n'étaient pas assistés dans les hôpitaux. Les malades se cachaient, comme l'oiseau là qui se cache pour mourir. Des personnes présentant des signes de COVID-19 mourraient dans les hôpitaux et chez eux, dans le silence coupable du gouvernement du Burundi.

Depuis 2005, chaque scrutin faisait souvent objet d'une observation par des équipes nationales et internationales. Même ceux de 2015 intervenus en pleine crise sécuritaire ont été observés par une équipe de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est. Mais cette-fois ci, le régime a profité de la pandémie pour rendre l'observation par une équipe étrangère impossible. En effet, c'est seulement en date du 8 mai 2020 que le gouvernement du Burundi a notifié à la mission d'observation électorale les modalités d'entrée en territoire burundais. Les observateurs devaient observer une quarantaine de 14 jours. Ainsi, même déployée le même jour, cette équipe sortirait de la quarantaine deux jours après le triple scrutin du 20 mai 2020.

Cependant, le gouvernement du Burundi acceptera l'entrée de fortes délégations tanzaniennes lors des obsèques de feu Président Nkurunziza le 26 juin 2020 alors que les conditions d'entrée sur le territoire burundais étaient restées les même pour le reste, y compris les nationaux.

IV. LA PANDEMIE DU COVID-19 APRES LA MORT DU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA

Intervenue en date du 08 juin 2020, la mort inopinée du Président Pierre Nkurunziza semblait avoir changé la donne et avoir donné des leçons aux nouvelles autorités et avait fait espérer que la gestion de la pandémie allait être plus rigoureuse. En effet, le nouveau Président Evariste Ndayishimiye qui avait pourtant tenu et maintenu le même langage que son prédécesseur au moment de la campagne électorale, avait changé de considérations quant aux dangers de la pandémie. Lors de son investiture anticipée en date du 18 juin 2020, il a sans tergiversation déclaré le coronavirus de « grave danger public » et a juré de lui faire une guerre sans merci.

C'est ainsi qu'une campagne de dépistage du COVID-19 avait commencée depuis le lundi 6 juillet 2020 sous l'appellation « je guéris, ne me contamine, ni ne contamine les autres ».

En effet, le Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) a lancé, le 6 juillet 2020, une Campagne de dépistage de masse du COVID-19 pour une durée de 3 mois. Dans ce cadre, des efforts ont été faits par le MSPLS avec l'appui des partenaires pour la décentralisation du diagnostic dans 14 Provinces sanitaires sur les 18 que compte le Pays. Cette campagne de masse, qui a été clôturée le 15 octobre 2020, a permis de dépister 38 445 personnes parmi lesquelles 324 personnes ont été confirmées positives au COVID-19.

Mais sur le plan du changement de comportement pour faire face à cette crise, rien n'a changé quant au respect des mesures de prévention exigées pour faire face à la pandémie. Les lieux publics dont les marchés, les terrains de jeu, les bars, les salles de réunion, les églises et mosquées sont restés ouverts. Les célébrations des fêtes familiales ont continué comme si rien n'était. Les mesures barrières comme la distanciation physique, le port de masques, l'interdiction des salutations main dans la main ainsi que l'exigence de lavage des mains ont été abandonnées dans plusieurs endroits. Au mois de septembre, les écoles ont ouvert leurs portes et les consignes de protection ne sont pas respectées. Entre temps, les statistiques des victimes de COVID-19 sont allées croissantes dans plusieurs provinces du pays.

Après l'ouverture de l'aéroport international de Bujumbura, le 8 novembre 2020, la communication du Ministère de la santé autour de la pandémie se limite au niveau des passagers à cet endroit et fait fi la situation de la maladie à l'intérieur du pays et sur les frontières, qui devient de plus en plus grave. Le gouvernement du Burundi aurait une fois de plus exigé aux services habilités de ne pas continuer à révéler les véritables statistiques des victimes, pour donner l'impression qu'il a vaincu la pandémie. Le pouvoir du nouveau Président Evariste Ndayishimiye se caractérise de plus en plus par des discours démagogiques dont les paroles ne sont pas liées aux actes concrets.

V. LA LUTTE CONTRE LE COVID-19 : UN FONDS DE COMMERCE, DE CORRUPTION ET SPECULATIONS FINANCIERES

Malgré la fermeture des frontières d'avec les pays voisins, les mouvements de va et vient n'ont pas cessé et certaines autorités administratives et policières locales et les jeunes Imbonerakure continuent à recevoir et envoyer des personnes et des biens sur fond de spéculations financières, de corruption, parfois de vols suivis de crimes de sang. Sur certaines frontières de la Tanzanie et du Congo, des personnes pouvaient y entrer et sortir sous condition de paiement de l'argent « aux gardiens de la paix et des frontières ». Certains sont arrivés à s'enrichir, à se construire des maisons et à s'acheter des voitures. Un Imbonerakure de la commune Kayogoro en province Makamba a même collé des écrits sur sa voiture pour rendre hommage à la crise du Coronavirus : « asanti CORONA ! » un mot kiswahili qui signifie « merci CORONA ! ».

Malgré des postes de dépistage installés sur toutes les frontières, des personnes testées n'attendent pas 72 heures pour recevoir les résultats. Ils donnent de l'argent aux policiers et gardiens des frontières et s'éclipsent. Certains sont testés positifs alors qu'ils sont partis, selon des agents de dépistage contactés.

D'autres part, des personnes se lamentent en disant que le service de dépistage tarde à donner les résultats alors qu'elles louent des hôtels dont les propriétaires en ont profité pour doubler et même tripler les frais de séjours dans les chambres. En plus, il n'y a aucun contrôle pour suivre ces personnes qui doivent attendre les résultats des tests faits sur elles, ce qui fait que la plupart disparaissent.

Qui plus est, les passagers burundais qui rentrent dans leur pays payent 30 dollars pour obtenir le test Covid-19, tandis que les étrangers payent 100 dollars conformément à l'ordonnance ministérielle conjointe 540/630/1560 du 26 octobre 2020 portant modification de l'ordonnance ministérielle 540/1375 du 08 septembre 2020 qui fixait à 50 dollars pour toute personne entrant et sortant du territoire national

VI. DEFICIENCE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION PUBLIQUE SUR LA PANDEMIE

Au début de la pandémie en mars 2020, la communication publique était biaisée de par le déni qui la caractérisait : « *Dieu va nous épargner de la maladie. Le peuple et nature du Burundi sont bénis par le Saint-Esprit.* ».

La communication caractérisée par le déni et centrée sur la protection divine véhiculée par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza et reprise par plusieurs autorités a créé un impact négatif sur l'acceptation de la maladie et sa dangerosité. Ceci a décrédibilisé les autorités publiques burundaises. Les sentiments de désespoir, liés au fait que le pouvoir ne se souciait pas de la santé de sa population, a nourri des peurs paniques au sein des communautés qui ont recouru à l'automédication par manque de prise en charge médicale publique. Les différentes structures de soins avaient des difficultés de prendre en charge les victimes dont certaines préféraient rester chez elles, pour ne pas être démasquées.

Alors que le nouveau président Evariste Ndayishimiye est venu en juin 2020 visiblement engagé à lutter contre la pandémie, ses interventions ont été fréquemment ponctuées de contradictions majeures. A titre illustratif, lors d'un rassemblement du 23 août 2020, il déclarait devant le public qu'il pense que le coronavirus frappe particulièrement les pays ayant légalisé l'homosexualité avant de soutenir qu'à son avis, l'homosexualité serait à l'origine du SIDA et du coronavirus.

Durant plusieurs mois, le ministre de la santé, Thaddée Ndikumana a monopolisé la communication relative à la prévalence de la pandémie au Burundi. En outre, certaines informations sont données aux médias proches du pouvoir. Ainsi, en date du 11 avril 2020, seules la radiotélévision nationale, Mashariki TV et radio Tv Rema FM furent autorisées à assurer la couverture de la conférence de presse tandis que les journalistes de SOS Média, ceux de la Radio Isanganiro, ceux du Groupe de presse Iwacu et ceux de la radio culture furent sommés de quitter les lieux.

Il découle de l'opacité dans la communication sur le COVID-19 qu'il y a des spéculations sur les statistiques des victimes de la pandémie. A ce jour, le Burundi assume qu'il y a une seule personne décédée du COVID-19.



Lors de l'ouverture d'un atelier de formation des superviseurs des agents de santé communautaire sur la prévention et le contrôle de l'infection au COVID-19 le 18 nov 2020. Le ministre Thaddée Ndikumana ne porte pas de masque.

De toutes les façons, cacher les effectifs des personnes atteintes et mortes, est une attitude irresponsable qui ne permet pas de faire des projections et d'arrêter des stratégies de lutte. Une information objective et complète permet aux communautés de se rendre à l'évidence des impacts et du danger que présente la pandémie sur la santé de la société, ce qui aiguise la conscience collective.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Malgré les engagements fermes dans les discours prononcés par le nouveau Président de la République Evariste Ndayishimiye, les actes concrets allant dans le sens des mesures préconisées par l'OMS sont loin d'être une réalité au Burundi. Le port du masque, la distanciation physique, le lavage des mains ne sont pas appliqués avec la rigueur requise.

Dans les communautés de l'intérieur du pays et des collines, le COVID-19 reste méconnu. Pour beaucoup, c'est une maladie des citadins et des hommes évolués. Les victimes sont discriminées et rejetées suite à la déficience de l'information publique sur la pandémie.

Compte tenu de ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au gouvernement du Burundi :

- D'adopter des mesures de protection contre la pandémie du COVID-19 conformément aux exigences de l'OMS ;
- Dépolitiser la gestion de la crise ;
- Mettre en place une communication objective et cohérente sur la pandémie ;
- Renforcer la surveillance de la pandémie au niveau des lieux publics, des centres de soins et des frontières du pays ;
- Sanctionner sévèrement la négligence et la corruption qui sont à l'origine de la propagation de la maladie ;
- Garantir la transparence dans le traitement des données et communiquer sur tous les cas positifs ;

A la population burundaise :

- Prendre conscience de la gravité de la pandémie et observer les mesures barrières de lutter contre la pandémie.

Aux médecins, infirmiers et aides-soignants :

- De prendre les devants en amenant les autorités à assurer la transparence dans la lutte contre la pandémie.

©FORSC BURUNDI -2020



Toutes les publications du FORSC Burundi sont
téléchargeables gratuitement sur

www.forscburundi.org